

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 32 (1995)
Heft: 1199

Rubrik: Courier

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'INVITÉ DE DP

L'histoire à reculons

Les changements en profondeur de la société n'apparaissent pas tout de suite. Il faut du recul pour en prendre conscience. Les pays occidentaux deviennent plus inégalitaires, plus injustes depuis une vingtaine d'années déjà.

JEAN-PIERRE GHELFI
économiste

Les pays occidentaux n'ont pas attendu la chute du mur de Berlin, l'implosion du communisme, la domination sans partage du capitalisme et de l'économie de marché, la publication du Rapport de Pury sur la revitalisation de l'économie pour rompre avec ce qu'on avait appelé depuis le siècle dernier le progrès social, qui portait en lui le projet de socialiser le capitalisme, de proposer un modèle de société qui combine développement économique et justice sociale.

La crise des années septante

Le mouvement de bascule semble bien être intervenu à l'occasion de la crise du milieu des années septante, consécutive (?) au premier choc pétrolier. C'est à partir de ce moment qu'est remise en cause l'idée de l'Etat-providence et qu'ont commencé à fleurir les théories et les pratiques néo-libérales. Se met en place alors une structure de fonctionnement fondée sur la performance individuelle qui nie le caractère communautaire de la société et la dimension collective du travail.

Diminution de la protection sociale

Il y a bien heureusement des pesanteurs sociales qui font que les peuples ne sont pas prêts à renoncer sans autre ni subitement à ce qu'on appelle les acquis sociaux. Pourtant, en dépit des résistances, comme par un rouleau compresseur, avec son poids et sa lenteur, ces acquis sont écrasés les uns après les autres. Voir la montée du chômage, pratiquement inconnu dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) il y a vingt ans, et qui touche aujourd'hui 35 millions de personnes (10 millions de plus qu'il y a quatre ans). Voir l'apparition de la «nouvelle pauvreté», qui concerne pratiquement un ménage sur quatre ou cinq en Suisse. Voir aussi la très faible progression des salaires réels des travailleuses et des travailleurs depuis dix ans. Encore s'agit-il de moyennes, de sorte que, parmi ces derniers, certains gagnent effectivement plus, de sorte que d'autres, au contraire, ont enregistré une baisse de leur pouvoir d'achat. Et pendant la même période, les rémunérations des cadres continuent d'augmenter d'autant plus fortement qu'ils occupent une fonction élevée dans la hiérarchie.

Dégradation donc de la situation des personnes plus modestes, qui reste en partie masquée par le fait que là où, auparavant, un revenu suffisait pour faire vivre une famille, il faut maintenant un salaire et demi ou deux salaires.

D'où, d'ailleurs, la situation précaire de ceux, et le plus souvent de celles, qui n'ont précisément qu'un salaire pour vivre. Voir aussi la diminution des protections sociales des travailleurs, avec le projet de modification de la loi sur le travail qui (ré)introduit le travail de nuit et du dimanche, et admet qu'un horaire normal peut aller, en soirée, jusqu'à 23 heures.

Pour qu'il n'y ait pas de surprise, ceux qui tiennent le haut du pavé disent que ces mesures ne sont pas suffisantes. Il faut encore en faire plus. C'est-à-dire réduire les protections, accepter une baisse du niveau de vie, travailler plus longtemps, devenir plus efficace, améliorer les performances.

A l'origine de toutes ces transformations, il y a évidemment des facteurs objectifs, tels que la mondialisation de l'économie, la diffusion des techniques, l'accentuation de la concurrence internationale, la globalisation des marchés financiers. Mais le facteur subjectif, idéologique, est tout aussi important. L'idée de construire une société plus juste devient une notion démodée. On retourne de plus en plus ouvertement et sans scrupule au «struggle for life». Comme si l'histoire s'était mise à avancer à reculons. Le siècle prochain sera-t-il le siècle passé? ■

Courrier

FUSION BCV-CFV: SUITE DU FEUILLETON
(DP 1196, 1198)

Pierre Chiffelle tient à répondre brièvement à la réaction des directeurs de la Banque cantonale vaudoise et du Crédit foncier vaudois.

Y aurait-il malaise?

Il faut prendre acte des éléments ressortant du droit de réponse exercé par les deux présidents des directions générales des banques concernées dans le dernier numéro de DP. Le ton étonne cependant.

En tout état de cause, il faut relever que deux éléments au moins que j'avais mis en lumière dans l'article paru le 22 décembre 1994 ne sont absolument pas contestés par les deux banques. Ainsi en va-t-il tout d'abord de la concentration d'un pouvoir économique important dans les mains d'un seul homme. Cette question devra tout de même être abordée de front avant la décision d'une éventuelle fusion.

Deuxièmement les banques restent muettes sur les problèmes de transparence résultant de la présentation d'un bilan global au 31 décembre.

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (jd)
Rédactrice:
Valérie Bory (vb)
Ont également collaboré à ce numéro:
François Brutsch (fb)
Jean-Claude Favez (jcf)
André Gavillet (ag)
Jacques Guyaz (jg)
Charles-F. Pochon (cfp)
Jérôme Meizoz
Forum: Jean-Pierre Ghelfi
Composition et maquette:
Valérie Bory, Murielle Gay-Crosier Marciano,
Françoise Gavillet
Administrateur-délégué:
Luc Thévenoz
Impression:
Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens
Abonnement annuel:
80 francs
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1
case postale 2612
1002 Lausanne
Téléphone:
021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40
CCP: 10-15527-9

La démocratie est-elle menacée par l'ordinateur?

(jg) Dans son dernier ouvrage, Blaise Lempen crée un lien entre ce qu'il appelle la révolution informatique et les changements politiques et sociaux de la société¹. La question qu'il développe, sans apporter, ce qui est tout à son honneur, de réponses nettes et sans simplifications abusives, peut se résumer très simplement: l'informatique change-t-elle la société et met-elle en danger la démocratie? A l'évidence, sa réponse serait plutôt oui, ce qui correspond, il faut bien le dire, à l'air du temps.

On peut préférer opter pour le non. A notre avis, l'informatique a peu de spécificité et n'a pas plus ni moins d'importance que n'importe laquelle des grandes innovations techniques des 150 dernières années. Quelques arguments:

1. Il est habituel de faire référence à l'interconnexion des réseaux financiers et au krach de 1987, amplifié, paraît-il, par les programmes informatiques qui gèrent les opérations boursières. Proposition sans preuve: rien ne dit que l'intervention d'opérateurs humains, pris de panique comme en 1927, n'aurait pas amplifié encore davantage l'effondrement de la bourse. On peut aussi soutenir le contraire. En fait, on n'en sait rien.

2. Les innovations techniques qui ont vrai-

ment changé les comportements et dans une certaine mesure les relations sociales au cours des dix dernières années concernent bien le traitement de l'information, mais peu l'informatique stricto sensu: le Natel et l'obligation qui en résulte d'accepter d'être dérangé n'importe quand pour n'importe quoi et surtout le fax, avec cette possibilité d'envoyer quasiment instantanément des brouillons illisibles et des schémas incompréhensibles à l'autre bout du monde. Même pour ces changements, réellement spectaculaires dans les manières de travailler, il semble aventureux de parler d'un impact social ou politique.

3. Les cartes de crédit, les bancomats, voilà des nouveautés liées à l'utilisation d'une informatique lourde et centralisée. L'enregistrement des transactions permet de suivre à la trace les activités d'un individu, avec toutes les implications policières que l'on peut imaginer. Mais les protections légales existent et l'interconnexion générale de toutes les machines n'est ni pour demain, ni pour après-demain.

Et puis l'utilisation de l'informatique aurait-elle rendu les nazis plus efficaces dans la chasse aux juifs et le ministère public de la confédération plus sournois dans ses obsessions? Nous n'en sommes pas sûrs. Ce n'est pas tout de constituer des fichiers, encore faut-il qu'ils contiennent des informations utilisables...et cela n'a rien à voir avec l'informatique.

4. Après avoir créé des emplois, l'extension de l'informatique en détruirait. C'est sans doute vrai, mais il en va ainsi de tous les progrès techniques depuis le début de l'industrie. Sans même rappeler la destruction des machines à tisser par les canuts de Lyon, mentionnons simplement la fiabilité de plus en plus grande des voitures qui diminue le travail des garagistes ou les progrès de la chirurgie qui entraînent une diminution importante des lits d'hôpitaux, et donc du personnel.

Blaise Lempen traite peu ces différents points. Son ouvrage contient de très intéressantes analyses sur la réussite du minitel en France et l'échec du Vidéotex en Suisse, mais il ne parle pas d'une autre nouveauté majeure de ces dernières années: le développement anarchique, acentré, confus et sans contrôle du réseau Internet, le contre-exemple absolu face à tous les discours sur le big brother caché dans les puces. ■

¹ Blaise Lempen, *Révolution informatique et changement social*, Réalités sociales, Lausanne, 1995.

ICI ET LÀ

● Jean-Pierre Fragnière, membre de la Direction du PNR 29 et l'un des prochains invités de Forum (DP 1201) donne une conférence-débat dans le cadre du cours d'économie nationale de Jean-Christian Lambelet, au BFSH 2, Salle 1129, Université de Lausanne le mercredi 1^{er} février à 17h15

Faut-il repenser l'Etat social?

Entrée libre.

●●●

bre, alors qu'une fusion au 1er janvier 1996 aurait contraint à la présentation de deux bilans distincts. Cela prouve donc que cette analyse est correcte. Ce problème a d'ailleurs provoqué une longue discussion dans le cadre des travaux de la Commission du Grand Conseil. En effet, M. Treyvaud, invité par celle-ci, a combattu vigoureusement la proposition de la présentation de deux bilans distincts et d'un bilan global. On n'agirait pas autrement si l'on voulait donner l'impression d'avoir quelque chose à cacher!

Cette impression a d'ailleurs si bien été partagée par une partie des membres de la Commission que l'ensemble des représentants de l'Entente rose-verte se sont abstenus au vote sur le principe de la fusion.

Il devient de plus en plus clair que celle-ci ne pourra être menée sur les fonds baptismaux que dans la mesure où on acceptera enfin de répondre ouvertement à toutes les questions, même gênantes, et où certaines garanties concrètes de la pérennité de la culture d'entreprise du Crédit Foncier Vaudois pourront être fournies. Ce n'est pas le cas à ce jour. ■